



SOCIÉTÉ

« Infantilisation », « caporalisme »... Quand les enseignants étouffent

CARINE* est une idéaliste. Entrée à l'Éducation nationale avec « la vocation chevillée au corps », cette certifiée de lettres a épuisé toutes les possibilités à sa disposition pour tenter de « changer le système de l'intérieur ». Elle y a cru comme enseignante à Drancy et Villemomble, en Seine-Saint-Denis, où « il fallait se battre et avancer l'argent pour organiser une sortie théâtre ». Elle y a cru, encore, quand elle était formatrice à l'institut de formation des professeurs de Créteil, où elle a bien souvent pensé, ces dernières années, que « l'on envoie les gamins (les futurs enseignants, NDLR) au casse-pipe dans des zones difficiles, avec une formation insuffisante ». « C'est beau d'y croire, mais on finit désespéré », lâche-t-elle. À 44 ans, elle a jeté l'éponge. « J'attends d'en savoir plus sur la rupture conventionnelle (un nouveau dispositif mis en place depuis le 1^{er} janvier pour les fonctionnaires, NDLR) et je pars ! Plus jamais l'Éducation nationale. »

Native du 93, elle a passé trente-neuf ans dans le département. « Un mouvoir. J'ai vu arriver tellement de jeunes enseignants stagiaires, avec leurs accents chantants, louer une chambre d'hôtel en croyant qu'ils allaient rester un an... Au fil des années, j'ai croisé de plus en plus de professeurs en extrême souffrance dès le début de leur carrière, raconte Carine. La première confrontation à la réalité, quand on est prof dans le secondaire, c'est que l'on ne choisit pas l'endroit où l'on va vi-

vre. » Les enseignants qui sont mutés dans le département de Seine-Saint-Denis, très peu attractif, sont en quelque sorte « assignés à résidence ». Parmi les collègues de Carine, certaines ont réussi à se faire muter, en invoquant le rapprochement du conjoint, au bout de quinze ans...

Outre le manque « de temps, d'argent, et de matériel », elle déplore « le peu de latitude pour innover, et ce, quel que soit le ministre ». Elle décrit une institution infantilisante et peu « bienveillante », à contre-courant du message de rigueur. « C'est dégradant », assène-t-elle. Détachée dans un établissement public sous tutelle de l'Éducation nationale, Carine a passé un master de psychanalyse et exerce en libéral depuis un an. Il lui arrive parfois de recevoir des profs en burn-out. Elle gagne aujourd'hui davantage que les 1 935 euros net qu'elle touchait comme professeur après douze ans d'ancienneté.

Rejoindre le privé

« Infantilisation », « caporalisme », « management toxique », « manque d'horizons ». Individuellement, sur les réseaux sociaux ou les forums de discussion, comme quitterlenseignement.org, ce sont les mêmes mots qui reviennent dans la bouche de ces enseignants en manque d'air. Chaque année, l'association Aide aux profs, créée en 2006, est contactée par environ 500 professeurs. Si certains veulent rester dans la fonction publique,

une centaine envisagent de démissionner – surtout des professeurs des écoles et des femmes – pour rejoindre le privé. Des professeurs fatigués par le manque de perspectives. Car dans l'Éducation nationale, les possibilités d'évolution restent ténues : on peut changer de niveau, de discipline, devenir chef d'établissement ou inspecteur. Dans le privé, c'est dans le service à la personne qu'ils se reconver-tissent le plus, la psychopédagogie, la psychologie, la sophrologie, le coaching ou encore sur le marché sursaturé du soutien scolaire. Agrégée de mathématiques – une denrée rare –, Florence* a trouvé sa place sans aucun problème dans ce secteur concurrentiel. Démis-



sionnaire depuis le 1^{er} septembre, elle a monté sa société de soutien. À 43 ans, après une carrière dans le même lycée privé sous contrat en Touraine, elle « avait fait le tour de l'enseignement », fatiguée, non pas des élèves, mais des pesanteurs administratives, « les bulletins, les notes, les appréciations, l'évaluation

perpétuelle qui pollue la relation aux jeunes et ne permet pas de les accompagner véritablement », explique-t-elle.

« Institution très castratrice »

C'est « sans jugement » qu'elle a choisi de quitter un système où « la créativité et l'innovation sont jugées suspectes par les collègues et la hiérarchie. Il faut toujours se justifier quand on fonctionne différemment », explique l'ancienne professeur, qui a notamment tenté la pédagogie « inversée ». Après dix-huit ans passés dans le métier, elle gagnait 2 700 euros net. Aujourd'hui, elle n'a pas encore atteint ce niveau de salaire. Quatre mois après le lancement de sa société, elle suit une vingtaine d'élèves. « Je travaille énormément et je ne suis même pas fatiguée ! » lance-t-elle.

Anaïs*, elle, a travaillé pendant quinze ans dans la finance, où elle gagnait très bien sa vie. En 2001, elle arrête tout, pour s'occuper de sa petite fille gravement malade. À son décès, en 2011, elle décide

de se reconverter dans « un métier qui a du sens » et passe le concours de professeur des écoles. À Champigny-sur-Marne (94), dans les écoles classées en « zone violence », où elle enchaîne les remplacements, elle s'épanouit dans sa relation avec les élèves et les parents. Beaucoup moins dans son rapport avec « une institution très castratrice ».

Lorsque son mari est muté, il y a quatre ans, dans le Puy-de-Dôme, elle demande sa mutation. Sans succès. On ne sort pas aussi facilement de l'académie de Créteil. Elle n'a d'autre choix que de se mettre en disponibilité, sans salaire, sans cotisation retraite. À 54 ans, elle donne bénévolement des cours à des élèves allophones. « Je n'ai même pas le droit de suivre une formation. Cela veut donc dire que l'on peut reprendre le métier, au bout de dix ans par exemple, sans avoir été formée ? » s'insurge-t-elle. Les mystères de l'admi-

nistration. ■

C. B.

* Les prénoms ont été modifiés.



MARTIN BUREAU/AFP

Entre 2012 et 2016, les démissions d'enseignants-stagiaires ont augmenté de 209 %, selon le dernier bilan social de l'Éducation nationale.